

Prélèvement automatique des impôts

Les dettes fiscales sont de loin les plus répandues parmi les autres types. Nombre de personnes ne sont pas conscientes du montant des impôts qu'elles devront payer. De différents sondages, il ressort qu'un prélèvement direct des impôts répondrait à un réel besoin et qu'un véritable salaire net serait une perspective intéressante. L'imposition à la source permettrait en effet aux personnes de mieux gérer leur argent et de ne pas avoir la mauvaise surprise de se retrouver endettées.

Certes, il est actuellement déjà possible de payer des tranches d'impôt à l'avance si souhaité. Cependant, l'ampleur de la dette fiscale montre que les groupes à risque n'ont pas assez recours à cette possibilité. Cela fait en effet des années que 20% des foyers suivis par les centres de désendettement bernois ont des dettes fiscales, pour un montant moyen de 28 000 francs ces cinq dernières années. A cet égard, il est à relever que dans le canton, les dettes fiscales représentent entre 60'000 et 65'000 poursuites et constituent un montant largement supérieur à 200 millions de francs.

Il devrait donc être possible que les employeurs du canton puissent déduire automatiquement l'impôt des salaires de leur personnel. Cette démarche devra s'inscrire, sur le plan administratif, dans une démarche de simplification autant pour les employés que pour les employeurs. On diminuerait ainsi de voir les contribuables s'endetter et on garantirait aux communes mieux qu'actuellement les recettes fiscales.

En octobre 2015, le parlement de Bâle-Ville a adopté une intervention en ce sens, tandis qu'en janvier 2016, une autre a été déposée au Grand Conseil zurichois. Celle-ci demande que les employés de nationalité suisse ou étrangers titulaires d'un permis d'établissement puissent payer leurs impôts de manière anticipée, en choisissant le prélèvement automatique sur salaire.

Il est dès lors souhaitable que le Conseil-exécutif modifie la législation, de manière à permettre le prélèvement automatique des impôts directs sur le salaire ceux qui le souhaitent.